



RÉSOLUTION

Réaffirmation de l'engagement fort pris par l'ISP afin de protéger les droits humains des migrant(e)s, des réfugié(e)s et des personnes déplacées de force, « non » sans équivoque opposé au fascisme, au racisme et à la xénophobie, et défense du droit humain à des services publics de qualité pour tous

- Alors que le scénario politique actuel affiche une tendance profondément inquiétante avec l'arrivée au pouvoir de partis populistes, nationalistes et d'extrême-droite et de gouvernements autoritaires dans les pays développés et en développement, dont les campagnes s'appuient sur une propagande raciste et xénophobe ;
- Alors que ces acteurs abreuvent les débats de leurs mensonges et de leur déception, en utilisant les migrant(e)s, les réfugié(e)s, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées de force comme les boucs émissaires pour tous les maux économiques et sociaux, les qualifiant de menaces pour la sécurité et l'identité nationales ou encore de charge en termes de ressources publiques ;
- Alors que ces propos trompeurs détournent l'attention des vraies causes de leur déplacement, telles que les politiques néolibérales et la cupidité des entreprises qui suppriment l'emploi des travailleurs, érodent les services publics, détruisent l'environnement et alimentent tensions et conflits ;
- Alors que les travailleurs/euses, les dirigeant(e)s progressistes, les syndicats, les organisations et communautés de la société civile, y compris les communautés de migrant(e)s eux-mêmes, ont résisté à ces propos négatifs et continuent de le faire vigoureusement et que cette résistance doit être encouragée et renforcée avec détermination ;
- Alors que le programme d'action (2018-2022) de l'Internationale des Services Publics, qui place le *Peuple au-dessus du Profit*, s'engage avec force dans une approche fondée sur les droits humains pour traiter les migrant(e)s, les réfugié(e)s et les personnes déplacées de force et qu'elle défend leur droit à un travail décent, à une protection sociale et un accès à des services publics de qualité ;

Il est résolu que le Conseil exécutif de l'Internationale des Services Publics (ISP), qui se réunit à Genève, les 14-15 novembre 2018, condamne fermement la propagande raciste, xénophobe, anti-migrants et anti-pauvres de l'extrême-droite ;

L'ISP s'engage avec force afin de protéger les droits humains des migrant(e)s, des réfugié(e)s et des personnes déplacées de force, et oppose un non sans équivoque au fascisme, au racisme et à la xénophobie, et défend le droit humain à des services publics de qualité pour tous ;

L'ISP réaffirme son engagement pour continuer à accorder la priorité à son travail sur les migrations, les réfugié(e)s et les personnes déplacées de force. Elle s'apprête à coordonner ce programme entre les différents secteurs et les différentes régions de l'ISP, à allouer les ressources nécessaires et à travailler, par le biais d'alliances, avec le mouvement syndical dans son ensemble, ainsi que la société civile, à un plaidoyer régional, national et international, y compris à travers son engagement dans le Pacte Mondial de l'ONU pour les réfugié(e)s et le Pacte mondial de l'ONU pour les migrations.